



Protocole 2013-2015

GT AGENTS CONTRACTUELS

A la demande expresse de FO, une troisième réunion du GT « Agents contractuels » s'est tenue le 15 avril dernier à Farman.

Cette réunion du groupe de travail, animée par Véronique MARTIN, adjointe à la sous directrice des personnels du secrétariat général de la DGAC, s'inscrit dans le prolongement des travaux du GT « Agents contractuels et accès à l'emploi titulaire » mis en place dans le cadre de la loi dite « Sauvadet » à la DGAC.

A la demande de FO, ce groupe de travail spécifique étudie les pistes d'amélioration de la gestion des personnels contractuels en vue du futur protocole DGAC.

Lors de cette troisième réunion, l'administration a notamment fait un point sur le suivi du processus de titularisation et sur la gestion des agents contractuels.

S'agissant du processus de titularisation, l'administration a confirmé que le projet de décret en conseil d'Etat était en cours d'examen au budget après la validation de la Fonction publique. Pour mémoire ce décret a été validé successivement en CT DGAC (22 octobre 2012) et en CT Ministériel (16 novembre 2012). FO déplore qu'il soit toujours en cours de validation retardant ainsi la publication des arrêtés nécessaires à la mise en œuvre du processus d'intergration des personnels contractuels.

FO déplore le retard dans la mise en œuvre du dispositif de titularisation « Sauvadet »

Pour ce qui concerne la gestion des agents contractuels, l'administration a présenté un projet de « modalité de gestion des contrats d'agents non titulaires de la DGAC ». Il fait suite à la demande de FO de disposer d'un cadre de gestion spécifique permettant aux agents non titulaires d'obtenir de réelles garanties de déroulement de carrière et de rémunération.

Sur ce point FO a pu constater que le travail n'était pas finalisé en particulier sur les aspects évolutions de rémunération (indiciaire et indemnitaire) et sur la partie mobilité.

FO, syndicat majoritaire chez les agents contractuels, a renouvelé sa demande d'exprimer les contrats en CDD et en CDI sous la forme d'un indice et d'un régime indemnitaire avec une réelle évolution de rémunération comparable à celle d'un corps de fonctionnaire de la DGAC exerçant des fonctions équivalentes.

FO a également réaffirmé sa demande de mobilité légitime pour l'ensemble des agents contractuels en CDI.

FO demande la mise en œuvre d'un cadre de gestion pérenne en faveur des agents contractuels de la DGAC.

